

LE BOLCHEVIK



LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE – Section sympathisante de la TENDANCE SPARTACISTE INTERNATIONALE

Automne d'austérité

Les travailleurs ne doivent pas payer

La rentrée 1979 trouve la classe ouvrière face à une attaque dont l'ampleur augmente de mois en mois, bilan de trois années de politique d'austérité. Pourtant, tout le monde n'a pas à se plaindre. Ainsi, Monsieur François Ceyrac s'estime satisfait : "Au total, aujourd'hui, la situation financière des entreprises s'est améliorée par rapport à 1975/76, même si nous n'avons pas encore retrouvé le niveau des années 1973". Mais pour les travailleurs, le poids de la crise que leur impose la bourgeoisie est intolérable. La situation de l'emploi va en s'aggravant. D'ici un an, il faudra compter 2 millions de chômeurs en France. Parallèlement, la "réorganisation" de l'indemnisation du chômage est venue encore diminuer les revenus, tandis que les prix libérés partent en flèche et que l'inflation continue à galoper. Les loyers, les transports, tous les prix augmentent, autant de coups portés au budget des travailleurs tandis que la bourgeoisie bloque les salaires. En même temps, l'augmentation des cotisations à la sécurité sociale est venue réduire le montant des fiches de paye, et l'augmentation des impôts se charge de prélever plus encore sur ce qui reste. Quand on parle aujourd'hui de se "serrer le ceinture", il ne s'agit pas d'une image au sens figuré ; les travailleurs ont été contraints de s'imposer des restrictions bien réelles et de changer leurs habitudes de vie sur bien des points.

L'obstacle clé qui se dresse entre la classe ouvrière et la possibilité d'une défense efficace et militante de ses acquis et de son simple niveau de vie, c'est la bureaucratie des syndicats et des partis réformistes de masse. Face à toutes ces attaques de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, Marchais, Mitterrand, Séguy, Maire, Bergeron et Henry ont joué avec compétence leur rôle de lieutenants du ca-

pital dans la classe ouvrière. Au nom du "réalisme", ils ont tout négocié, tout accepté. C'est grâce à eux que la lutte courageuse des sidérurgistes a débouché sur le contrat de la défaite.

Pour cette rentrée, les bureaucrates réformistes nous ont offert le spectacle d'un ballet bien orchestré où chacun tient son rôle sur mesure, et où se succèdent grandes déclarations, polémiques et accords, rencontres et exhortations. Du côté social-démocrate, l'image de marque, c'est la bonne volonté au nom de laquelle les revendications sont réduites au-dessous du minimum. L'accent est mis sur la volonté de négocier et sur la volonté d'unité (c'est-à-dire l'unité derrière la campagne présidentielle de Mitterrand en 81). Du côté stalinien, on se montre plus bruyant et plus virulent, préférant afficher des airs "durs" parce qu'on ne veut pas pour le moment d'une unité dans laquelle le PC ne jouerait pas un rôle prépondérant. Il y a, enfin, du côté du PC, sa campagne de chauvinisme exacerbé qui continue, aux cris de "sauver la France", et qui rejoint de près les exhortations patriotiques de Chirac. En l'absence d'une direction alternative, les bureaucrates ont réussi pour l'essentiel, malgré de nombreuses manifestations de mécontentement, à conserver la confiance des ouvriers qu'ils dirigent et à dévier la colère des travailleurs dans des actions isolées et sans issue.

La volonté de lutter, ce n'est pourtant pas ce qui manque à la classe ouvrière. Elle l'a démontrée tout au long de l'année, dans la sidérurgie, sur les chantiers navals, dans les arsenaux, dans ses affrontements avec la police. Partout des grèves ont éclaté, à la SFP, à la SNCF, aux PTT, dans les assurances. Dans le passé, la classe ouvrière a montré de façon répétée qu'elle voulait se battre. Toutes les dizaines d'années environ, la France a connu des explosions

... : LCR/SWP à la rescousse
 ... bourgeoisie ... p. 6
 ... dit la vérité ... p. 8
 ... du mur ... p. 10

ouvrières importantes ; ces périodes, au cours desquelles la combativité de la classe ouvrière échappe, ne serait-ce que momentanément, à l'emprise de sa direction actuelle, constituent un test programmatique pour tout groupe se disant révolutionnaire. Pour un noyau révolutionnaire même très modeste c'est une occasion sans prix pour regrouper des cadres précieux à travers son intervention propagandiste et agressive, en faisant ainsi la preuve de l'intégrité et de la validité de son programme face aux trahisons des centristes et des réformistes.

Mars 79: Krivine s'accroche aux basques de Marchais, Lambert à celles de Bergeron

Le potentiel pour une telle explosion a pris forme au printemps dernier : les luttes combatives des sidérurgistes de Longwy et de Denain auraient pu donner le coup d'envoi d'une mobilisation de toute la classe ouvrière contre l'austérité. Partout, dans cette même période, les attaques généralisées de la bourgeoisie avaient suscité des grèves, des affrontements violents avec la police, des occupations. Les bureaucrates staliniens et sociaux-démocrates se sont évertués à dévier ces luttes par des actions coup de poing aussi spectaculaires qu'inefficaces ; mais les exemples multiples d'actions combatives, la forte participation des travailleurs aux principales confrontations à Denain et à Longwy, la nécessité répétée pour les bureaucrates de faire diversion montraient clairement que les directions syndicales subissaient une énorme pression de la part de leur base. Les bureaucrates craignaient par-dessus tout de perdre le contrôle. La marche sur Paris du 23 mars était pour eux une tentative de dévier la combativité ouvrière.

Au cours de l'hiver 78-79, un parti révolutionnaire avec un noyau de cadres dans les industries clé, en particulier dans la sidérurgie, aurait saisi cette situation de combativité exceptionnelle pour tenter d'opérer un clivage entre les ouvriers et leur direction actuelle. Cela signifiait l'appel à une grève nationale de toute la sidérurgie, comme seule tactique efficace contre les licenciements. Cependant, un programme pour la crise touchant des sidérurgistes qui se serait limité à une grève nationale de cette seule industrie aurait été économiste et largement insuffisant. En plus d'une mise en garde des travailleurs contre le piège parlementaire du front populaire-union de la gauche "réactualisée", la situation appelait — et appelle toujours — une propagande sur la nécessité de préparer une grève générale pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, pour l'expropriation de la sidérurgie et pour écraser la politique d'austérité.

Des militants révolutionnaires dans les syndicats auraient fait ressortir que les bureaucrates s'efforçaient d'éviter une explosion en maintenant les travailleurs dans la division, en utilisant des grèves tournantes et des actions coup de poing, en jouant la carte du chauvinisme. Ils auraient argumenté contre les grèves tournantes et y auraient opposé la proposition d'une grève nationale, proposition qui aurait certainement trouvé un large soutien parmi les travailleurs combattifs. Mais en l'absence d'une force suffisante pour imposer cette perspective au niveau national, il aurait été correct de participer aux actions militantes des travailleurs à Longwy et à Denain, de

participer à la marche sur Paris du 23 mars et de voter pour cette marche là où la question se posait, et de mobiliser les travailleurs pour un maximum d'efficacité de ces actions. Il aurait fallu multiplier les efforts pour transformer l'action des bureaucrates en une marche lutte de classe. Lorsqu'il apparut clairement que la région parisienne n'allait pas être mobilisée pour le 23 mars, les révolutionnaires auraient cherché à contrer ce sabotage, par exemple en essayant de mobiliser un solide détachement de sidérurgistes pour faire venir les travailleurs de Renault à la marche.

La CGT et le PC ont tous deux saboté leur propre marche, mortellement effrayés qu'elle puisse échapper à leur contrôle. Face à cette situation potentiellement explosive, les pseudo-trotskyistes de tous bords se sont montrés lamentablement incapables d'avancer une perspective politique de lutte pour les travailleurs.

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a bien avancé, avant le 23 mars, de façon toute générale, le mot d'ordre de grève générale, mais dans le but bien précis d'imposer un gouvernement PC-PS. Mais un gouvernement PC-PS signifie la même chose en 79



Mars 79 : violents affrontements entre les sidérurgistes et la police

Sygma

qu'en 78 — un front populaire, une réédition de l'union de la gauche, qui inclura nécessairement au moins un élément bourgeois potiche pour souligner la "bonne foi" du PC et du PS.

La LCR continue cet automne sur la lancée d'une intervention qui se limite en fait à reprocher aux bureaucrates de n'être pas suffisamment unitaires ; elle ne leur reproche pas leur trahison, mais leur division. Dans le programme de la LCR pour la rentrée, "La lutte contre Giscard-Barre passe par le combat pour l'unité" (*Rouge*, 7-13 septembre), il est clair que pour la LCR, l'unité des appareils bureaucratiques des partis réformistes de masse dans le front populaire est une *précondition* à la lutte des ouvriers contre le programme d'austérité :

"Ils [PC et PS] doivent, dès à présent, se porter candidats au gouvernement : c'est ainsi qu'ils lèveront un grand obstacle qui pèse sur les militants et les travailleurs ; ils sont prêts à se mobiliser mais ils s'interrogent, sur quoi va déboucher notre affrontement avec ce gouvernement (...)."

La LCR, qui base son programme de rentrée (et sa vision du monde) sur "les exigences du bon sens", avance par exemple la revendication d'une réduction du temps de travail comme étant parfaitement réalisable dans le cadre capitaliste, si seulement le capitalisme était administré par un gouvernement PC-PS de front populaire.

"La semaine de 40 heures, 'légale' depuis 1936 mais jamais appliquée, était déjà, en 1936, au-dessous des possibilités techniques dont auraient pu profiter les travailleurs au pouvoir ; cela signifie que la semaine de 35 heures elle-même n'est qu'un objectif très limité, un premier pas à faire tout de suite."

— Rouge, 14-20 septembre

La LCR "oublie" qu'une armée de réserve de chômeurs et des crises périodiques sont des phénomènes nécessaires de l'économie capitaliste. Trotsky n'a pas inclus la revendication de l'échelle mobile des salaires et des heures de travail — la répartition du travail parmi tous les travailleurs — dans le Programme de Transition pour faire appel au bon sens des patrons et des dirigeants traîtres. C'est au contraire une revendication qui répond évidemment aux besoins des travailleurs, en particulier dans les périodes de licenciements, qui fait la liaison entre les travailleurs actifs et les chômeurs, et qui conduit les travailleurs à reconnaître la nécessité du socialisme parce que c'est une revendication qui ne peut pas être satisfaite autrement que par l'expropriation de la classe capitaliste et l'institution d'une économie planifiée.

L'OCI — brisage de grèves et course aux urnes

En ce qui concerne l'Organisation communiste internationaliste (OCI), lorsque la question de la marche sur Paris a commencé à se poser, elle n'a eu aucun mal à concocter un amalgame de son crétinisme parlementaire et de son anticommunisme. Vous comprenez, la marche sur Paris était une manœuvre de diversion des staliniens — donc, pour l'OCI, la réponse était simple : voter contre, dénoncer, rester à l'écart. L'OCI a été suffisamment récompensée lorsqu'elle a eu la joie de se retrouver, le 23 mars, sur le bas-côté en compagnie de FO. Il faut laisser une chose à l'OCI ; au moins, elle est conséquente : elle appelle les travailleurs à voter contre toute action qui se développe sous la direction des staliniens — et ensuite, elle brise les grèves tournantes et les grèves de 24 heures. Puisque le thème central de la propagande de l'OCI consiste à enjoindre aux travailleurs de ne jamais participer à aucune action dirigée par les staliniens, aussi combative soit-elle, nous ne serons pas étonnés le jour où nous entendrons Pierre Lambert prononcer le fameux rappel à l'ordre des briseurs de grève du monde entier, qui a acquis une fâcheuse célébrité en France en 1936 : "Il faut savoir terminer une grève !".

Les syndicats et le Programme de Transition

La LCR et l'OCI sont tous des groupes de propagande relativement importants avec un nombre significatif de militants et de sympathisants dans les syndicats. S'ils cherchaient vraiment à se poser programmatiquement et organisationnellement comme des directions alternatives aux bureaucrates réformistes et staliniens, tous deux auraient pu dans les dix dernières années commencer à cristalliser une véritable opposition dans

les syndicats. Mais cela supposerait qu'ils soient trotskystes — ce qui n'est pas le cas.

Au contraire, la LCR a suivi une politique de pression sur les bureaucrates dans l'espoir aussi vain que cynique de les persuader d'adopter un programme représentant soi-disant les intérêts des travailleurs.

Quant à l'OCI réformiste, elle porte la responsabilité du crime consistant à associer le nom du trotskysme, aux yeux de la classe ouvrière française, à l'opposition abstentionniste aux luttes combattives de la classe ouvrière et à un crétinisme parlementaire puant. L'OCI ne prétend plus opposer son programme à celui des réformistes. Sa revendication ne consiste qu'à demander aux bureaucrates d'appliquer leur programme réformiste.

"Il faut mettre ses paroles en accord avec ses actes. Si donc, pour les dirigeants, le chemin du socialisme, c'est-à-dire un régime où l'exploitation aura été radicalement extirpée, passe par la démocratie, alors ne faudrait-il pas qu'ils appellent à la mobilisation unie pour que soit chassée l'Assemblée nationale, pilier du système antidémocratique de la Ve République ?"

— "Lettre ouverte aux dirigeants du PCF et du PS"

Là où il fallait se battre pour détruire toute illusion des masses dans leurs dirigeants staliniens et sociaux-démocrates, l'OCI et la LCR les ont au contraire présentés comme la seule perspective de victoire. A l'encontre des différentes variétés d'opportunisme que l'on trouve dans l'extrême-gauche, la perspective stratégique sur laquelle se fonde une politique révolutionnaire dans les syndicats est basée sur la compréhension que la bureaucratie ne peut être ni réformée, ni ignorée, mais qu'elle doit être balayée et remplacée par une direction qui a gagné de l'autorité dans le mouvement ouvrier par sa lutte conséquente pour un programme révolutionnaire, le Programme de Transition trotskyste.

Des années d'abus et d'utilisation fautive par les pseudo-trotskystes ne peuvent obscurcir la force révolutionnaire du Programme de Transition. Dans son article de 1940 "Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste", Trotsky explique les conceptions marxistes fondamentales qui relient les revendications du Programme de Transition en un plan pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

"Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur intégration au pouvoir d'Etat.

(...)

"Il est nécessaire, de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays afin de mobiliser les masses, non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime.

"Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : *indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste*. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière.

"Le second mot d'ordre est : *démocratie dans les syndicats*.

"Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial. (...)

"Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impé-

rialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat."

La politique de la LCR et de l'OCI est diamétralement opposée à cette perspective révolutionnaire. Tous deux se rejoignent dans leur obsession à vouloir ressusciter le défunt front populaire qui avait rempli le rôle qu'on attendait de lui : distraire les ouvriers pendant que la bourgeoisie mettait en oeuvre son désastreux programme d'austérité. Il y a deux ans, *Le Bolchévik* titrait : "OCI : agents électoraux du front populaire" (Supplément au *Bolchévik* n° 7, 16 novembre 1977). Aujourd'hui, dans sa "Lettre ouverte aux dirigeants du PCF et du PS", l'OCI déclare : "Dirigeants du PCF et du PS, lorsque vous nous avez appelés à voter pour vous, nous l'avons toujours fait." CQFD.

Nous critiquons ces pseudo-trotskyistes avant tout pour leur soutien criminel au front populaire. Leur politique n'est pas une tactique inefficace ou utopique, c'est une trahison, car lier davantage encore les syndicats aux structures de l'Etat capitaliste en les appelant à se mobiliser derrière un gouvernement bourgeois de front populaire, c'est porter un coup fatal aux travailleurs.

L'unité — pour quoi faire ?

L'opportunisme de la LCR et de l'OCI se déroule sous le mot d'ordre de l'unité. L'unité, pour eux, c'est le début et la fin de tout. Mais l'unité qu'ils proposent serait la corde au cou du prolétariat. Trotsky a mené de longues polémiques contre la conception des syndicalistes français que l'unité en soi était un antidote à la trahison des lieutenants du capital dans le mouvement ouvrier, et a maintes fois insisté que la seule unité valable pour les travailleurs était l'unité autour de mots d'ordre révolutionnaires et autour de méthodes révolutionnaires de lutte. La LCR et l'OCI sont bien pires que Pierre Monatte et les autres syndicalistes contre lesquels polémiquait Trotsky, car l'unité à laquelle ils aspirent en cet automne d'austérité est l'unité des appareils bureaucratiques dans le front populaire. Trotsky réservait une caractérisation des plus tranchantes à ceux qui se servaient du mot d'ordre de l'unité pour s'incliner devant le front populaire dans les années trente :

"La condition de la victoire du prolétariat est la liquidation de la direction actuelle. Le mot d'ordre de l'unité devient, dans ces conditions, non seulement une bêtise, mais un crime."

Ce dont la classe ouvrière a besoin, ce n'est pas d'une "unité" taillée aux besoins des bureaucrates, mais d'une direction trotskyste et de l'unité autour d'une politique et d'un programme révolutionnaires.

- Tous les droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés — pas d'expulsion de travailleurs immigrés !
 - La grève c'est l'arrêt de la production ! Le piquet de grève c'est la ligne de classe ! On ne passe jamais un piquet de grève ! Syndiquez les non-syndiqués ! Pour un syndicat d'industrie dans chaque industrie ! Pour le droit de tendance dans les syndicats ! Pour une forte augmentation des salaires ! Ajustement automatique des salaires sur le coût de la vie ! Pour une grille unique des salaires dans chaque industrie, alignée sur le plus haut barème ! Contrôle de l'embauche par les syndicats ! A bas les négociations secrètes entre les bureaucrates et le patronat — tous les "accords" soumis à la ratification des grévistes ! Pas de limitation du droit de grève, nationalement et localement !
 - Pour des détachements d'autodéfense pour défendre les piquets de grève contre les attaques des milices patronales, des fascistes et des flics ! Les flics, les gardiens de prison et les fonctionnaires d'autorité hors des syndicats !
 - Indemnisation totale et illimitée du chômage, assurée par l'Etat et le patronat ! Non aux augmentations des cotisations ouvrières à la sécurité sociale, pas de diminution des services de la sécurité sociale ! Avortement et contraception libres et gratuits ! Gratuité des services essentiels, en particulier la santé et les transports en commun ! Contre les diminutions de budget de l'Education nationale — enseignement supérieur gratuit pour tous avec une bourse d'Etat pour les étudiants ! Droits de citoyenneté pour les étudiants étrangers !
 - Pas un sou, pas un homme pour l'armée impérialiste française et la force de frappe française ! Combattre toutes les interventions impérialistes (comme le coup de force de la France à Bangui) par des actions ouvrières ! Troupes françaises hors du Centre-Afrique, hors de toute l'Afrique, hors du Liban, hors de la RFA ! Indépendance des Antilles et de toutes les autres colonies françaises !
 - Pas d'illusions dans le front populaire, aucun soutien électoral à l'union de la gauche, ancienne ou nouvelle mouture !
 - Non au protectionnisme et au chauvinisme français : l'"anti-bochisme" est le "socialisme" des imbéciles et des collaborationnistes de classe ! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !
 - A bas l'OTAN antisoviétique et le Marché commun des patrons ! Défense des acquis de la Révolution d'Octobre — défense militaire inconditionnelle de l'URSS, de l'Europe de l'Est, de la Chine, de Cuba, du Vietnam et du Cambodge ! Révolution politique contre les bureaucraties stalinienne !
 - Balayer tous les bureaucrates syndicaux — Séguy, Maire, Bergeron, Henry ! Pour une direction lutte de classe basée sur un programme révolutionnaire !
 - Pour l'expropriation sans compensation des industries clé et de tout le secteur financier ! Pour le contrôle ouvrier de la production !
 - Pour un parti trotskyste en France pour lutter pour un gouvernement ouvrier !
 - Pour la renaissance de la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste ! ■
- Pas un seul licenciement, "négocié" ou non ! Dans les industries menacées de licenciements massifs et en particulier dans la sidérurgie, la métallurgie, le textile, l'imprimerie ainsi que l'enseignement : grèves de toute l'industrie contre tous les licenciements ! Pour des comités de grève démocratiquement élus, sur le tas, pour diriger les grèves et préparer une grève générale !
 - Du travail pour tous ! Pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail — division du travail existant entre toutes les mains ouvrières sans diminution de salaire !

L'opposition bâillonnée au congrès du syndicat CWA

Margolis sequestrée par Carter

Le Militant Action Caucus (MAC) est apparu dans la Fédération des travailleurs américains des télécommunications (CWA) en 1971. Il regroupe des travailleurs lutte de classe défendant un programme en opposition à la bureaucratie en place, avec le soutien politique de la Spartacist League/US.

Le MAC est connu pour avoir mené, entre autres, des campagnes pour des milices de défense travailleurs/Noirs contre les attaques racistes, contre l'ingérence du gouvernement dans le mouvement ouvrier, en particulier celle de la CIA en Amérique latine, pour le droit de grève pour les syndicats au niveau local. Il est réputé pour sa lutte intransigeante pour le respect des piquets de grève. Il a mené une lutte victorieuse en 1975/76 contre le licenciement de Jane Margolis, militante du MAC depuis 1971 et son porte-parole.

Au 41e congrès du CWA, Jane Margolis représentait pour la seconde fois son local. Elle avait été élue sur la base du programme du MAC qui comprend la lutte pour une direction lutte de classe du syndicat, pour l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat bourgeois, et pour la construction d'un parti révolutionnaire pour lutter pour un gouvernement ouvrier qui expropriera l'industrie et instaurera une économie planifiée.

Devant des centaines de délégués ébahis, des agents du Secret Service américain, les gorilles de Carter, ont entraîné une déléguée, Jane Margolis, hors de la salle du 41e congrès du CWA à Detroit, le 16 juillet. L'attaque du Secret Service est intervenue peu avant le moment où le président des Etats-Unis, Jimmy Carter, devait s'adresser au congrès. Margolis, déléguée élue et membre du comité exécutif du local 9410 (San Francisco) du CWA, se retrouva les menottes aux poignets et détenue par des agents qui prétendaient avoir "entendu dire" qu'elle était une menace pour la vie du président. Mais alors que Carter avait ses bandits armés pour étouffer toute opposition à sa politique anti-ouvrière, la seule arme que Margolis possédait était son programme lutte de classe.

Margolis parle au nom du Militant Action Caucus, un groupe oppositionnel au sein du syndicat qui s'est opposé à plusieurs reprises à l'ingérence du gouvernement dans le mouvement ouvrier et à l'alliance de la bureaucratie du CWA avec le Parti démocrate briseur de grèves de Carter. Le jour même, Margolis avait essayé de présenter à son syndicat une motion refusant de permettre que son congrès soit utilisé



Jon P. Fishback

Jane Margolis entraînée par les gorilles de Carter

comme plateforme pour Carter qui remplit les coffres des barons du pétrole alors qu'il demande aux travailleurs américains de faire des "sacrifices" et de se soumettre à son programme de limiter à 7% l'augmentation des salaires. Mais la bureaucratie du CWA, qui place son soutien au Parti démocrate avant les intérêts de ses membres, veilla à ce que la motion de Margolis ne soit jamais présentée à l'assistance.

A la suite de l'attaque contre Margolis, des éléments de la bureaucratie ont entrepris de lancer une campagne de calomnies contre elle. Mais un flot de lettres et de télégrammes soutenant Margolis et protestant contre l'action révoltante du Secret Service y a coupé court. Le local de Margolis à San Francisco vota massivement pour l'envoi à la Maison Blanche d'un télégramme officiel exigeant des excuses et pour l'organisation d'une manifestation devant le San Francisco Federal Building en protestation contre le banditisme du Secret Service. De même, le local 11501 (Los Angeles) du CWA adopta une motion protestant contre la violation des droits démocratiques de Margolis et exigeant des excuses de la Maison Blanche. ■

Homosexuels:

LCR/SWP à la rescousse de la morale bourgeoise

Dans les colonnes de *Rouge*, un violent débat sur la question homosexuelle a éclaté cet été à la suite d'un article de P. Andréa défendant le Socialist Workers Party américain (SWP) lorsque celui-ci se déclara en faveur de lois répressives contre l'activité sexuelle des mineurs. Cette position a suscité des réactions indignées de la part de nombreux représentants du "mouvement autonome homosexuel", et de la Commission nationale homosexuelle (CNH) de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) elle-même.

C'est certain, devant le revirement abject du SWP sur la question homosexuelle, l'indignation est plus que justifiée. Le SWP s'est en effet clairement rangé du côté de la réaction en se prononçant pour l'existence de lois sur la majorité sexuelle. Et P. Andréa a beau crier à la calomnie et tenter d'enjoliver les faits, voici ce qu'écrivait le SWP dans le *Militant* du 13 avril :

"Dire que des enfants ont le 'droit' de 'consentir' à des rapports sexuels avec des adultes, c'est comme si on disait que les enfants devraient pouvoir 'consentir' à travailler douze heures par jour dans une manufacture textile. (...) Les lois destinées à protéger les enfants de l'exploitation sexuelle et économique par les adultes sont des acquis historiques de la classe ouvrière et doivent être appliquées. (...) Nous ne voulons pas que les lois contre le travail des enfants soient changées pour n'interdire que le travail 'abusif' vaguement défini des enfants. Nous ne voulons pas davantage que les rapports sexuels 'non-abusifs consentis' entre adultes et enfants soient acceptés. Les deux sont profondément réactionnaires."

C'est clair : le SWP demande aux flics et aux tribunaux de l'Etat bourgeois de faire appliquer des lois réactionnaires basées sur la morale sexuelle de la famille bourgeoise. Une telle position est purement et simplement criminelle, et d'autant plus réactionnaire dans le contexte de l'atmosphère empoisonnée qui règne aux Etats-Unis, où la bigoterie et la réaction s'allient dans des campagnes virulentes contre les droits démocratiques. Ainsi, les homologues américains de "Laissez-les vivre" ont fait sauter une clinique pratiquant des avortements ; vitupérant que tout

homosexuel cache un violeur d'enfants, Anita Bryant part en guerre contre eux en brandissant la bannière de l'enfance innocente. Sous le mot d'ordre "Sauvez nos enfants", elle mène campagne pour obtenir des lois discriminant les homosexuels sur le plan du logement et pour faire licencier les enseignants homosexuels. Et c'est précisément au moment où une coalition de tartuffes réactionnaires mobilisait pour faire tomber une nouvelle législation qui avait fait passer la majorité sexuelle de 16 à 13 ans dans l'Etat du New Jersey, que le SWP a choisi d'annoncer sa nouvelle position.

Contrairement aux sociaux-démocrates du SWP et à leurs avocats de la LCR, les révolutionnaires sont contre toute restriction légale par l'Etat bourgeois d'activités sexuelles basées sur un consentement effectif. Non, pas de flics dans les chambres à coucher ! Nous savons trop bien que de telles mesures ne servent pas à protéger les enfants, mais à appliquer la morale sexuelle de la famille bourgeoise, racine de l'oppression des femmes, des jeunes et des homosexuels. Le cas célèbre du metteur en scène Polanski, qui a subi la prison et l'exil pour avoir eu des rapports avec une petite starlette précoce de 13 ans, n'est que l'exemple le plus retentissant du but réactionnaire des lois sur la majorité sexuelle. Pour en finir avec les abus contre les enfants, il faut s'en prendre au vrai coupable : à la famille bourgeoise elle-même. Appeler au contraire l'Etat à faire respecter le code moral de la famille bourgeoise, c'est renforcer encore ce bastion de l'oppression.

L'autonomie n'est pas une alternative

Si l'indignation face à une pareille adaptation à la réaction était légitime, la réponse des représentants du mouvement homosexuel et celle de la CNH de la LCR elle-même ne représentaient aucunement une alternative. Loin d'opposer à cette politique la perspective de la lutte pour un programme révolutionnaire, ils en ont au contraire profité pour réaffirmer la nécessité d'une organisation "autonome" des seuls homosexuels, et pour insister sur une politique basée sur la sexualité et le style de vie. Ce qu'ils reprochent à la LCR et au SWP, ce ne sont pas tellement leurs positions honteuses sur la majorité sexuelle, mais avant tout le fait qu'ils ne se font plus suffisamment les champions d'une politique consistant essentiellement à affirmer qu'"être pédé, c'est chouette".

Si la LCR et le SWP sont incapables d'avancer une perspective pour les homosexuels, c'est précisément parce qu'ils ne sont pas des partis révolutionnaires. Le parti d'avant-garde de la classe ouvrière peut seul mener à bien la lutte contre toute oppression. Mais les adeptes du mouvement autonome rejettent la construction du parti au profit de celle d'une organisation

LE BOLCHEVIK

Abonnement :
20F les 6 numéros

Le Bolchévik B.P. 42109
75426 Paris Cedex 09
Tél. 208 01 43

sans base de classe, sur la seule base d'une pratique sexuelle et d'un style de vie particuliers. Pour *Masques* ou le Groupe de libération homosexuelle (GLH), c'est aux homosexuels seuls de lutter pour les droits des seuls homosexuels — une stratégie de défaite qui les rend incapables de combattre le fondement même de l'oppression des homosexuels, la morale de la famille bourgeoise qui ne disparaîtra qu'avec le capitalisme lui-même.

Afin de justifier leur actuel revirement, le SWP, suivi par P. Andréa, s'en prend aujourd'hui au "soi-disant mouvement homosexuel défini par la sexualité". De telles critiques sont plus que déplacées dans la bouche de ceux qui sont eux-mêmes responsables de cette politique anti-léniniste. Le SWP et la LCR se sont vus pendant des années les meilleurs artisans de ces mouvements "autonomes" sur des bases interclassistes, refusant comme "sectaire" la lutte sur la base du programme communiste. Pendant des années, la LCR et le SWP ont poursuivi une perspective multi-avancée, insistant la nécessité de la construction du parti révolutionnaire au profit des "avant-gardes" spécifiques pour les différentes couches opprimées — Noirs, femmes, homosexuels. La CNH de la LCR n'est plus aujourd'hui qu'un pâle résidu de la structure mise en place dans cette période pour construire un mouvement homosexuel autonome ; c'est la LCR elle-même qui a mis ses membres homosexuels sur la trajectoire anti-léniniste qu'ils ont logiquement poursuivie en quittant définitivement l'organisation.

Enfin, lorsque le SWP reproche aujourd'hui au mouvement homosexuel d'inclure dans ses rangs "des précheurs homosexuels dont le rôle religieux n'est pas moins réactionnaire que celui du clergé plus orthodoxe", c'est bien le comble de l'impudence de la part d'une organisation qui a proclamé que la théocratie de Khomeiny, qui écrase les minorités nationales, exécute les homosexuels et impose le voile aux femmes, est un "grand progrès pour la lutte pour les droits des homosexuels" et une victoire pour la classe ouvrière !

Du particularisme au puritarisme

Les articles de *Rouge* et du *Militant* ont aujourd'hui recours à une véritable falsification au service de la bigoterie, posant hypocritement à l'"orthodoxie" pour justifier leur retournement en insistant sur le rôle de la classe ouvrière et la nécessité d'élargir la lutte pour les droits des homosexuels à d'autres forces. En réalité, les "tournants" de ces pseudo-trotskyistes ne sont jamais dûs à autre chose qu'à leurs appétits opportunistes du moment.

Au début des années 60, par exemple, le SWP excluait les homosexuels de ses rangs. Lors d'un meeting du SWP sur la question homosexuelle le 11 mai, nos camarades sont venus lui rappeler cette période de son histoire. Lorsque le SWP mit l'assistance au défi de lui citer un seul exemple, il a vu à son grand embarras plusieurs mains se lever dans la salle, dont un ex-membre du SWP qui exposa son propre cas. Avec la montée du mouvement homosexuel en 69-70, le SWP s'est mis ensuite à flirter avec le particularisme homosexuel ; lorsque le mouvement déclina, il cessa son intervention. Puis les grandes manifestations contre Anita Bryant en 77 l'ont amené à clamer la nécessité d'un "puissant mouvement national" des homosexuels. Quant à la LCR, c'est lorsqu'elle a cru, devant l'émergence du GLH, pouvoir en tirer profit en attirant des militants sur la base du particularisme, qu'elle s'est empressée de

fonder une CNH et de construire le mouvement autonome. A l'époque, la LCR hurlait au sectarisme quand nous, la Ligue trotskyste de France, insistions sur le fait que c'est le programme communiste, pas le style de vie, qui peut combattre l'oppression.

Non, si ces révisionnistes se retournent aujourd'hui contre le mouvement autonome qui était jadis l'un de leurs gadgets préférés, ce n'est pas par orthodoxie. C'est qu'ils ont aujourd'hui d'autres chats à fouetter, de plus gros appétits à satisfaire.

Le récent "tournant" du SWP vers le mouvement ouvrier n'est en réalité qu'un tournant vers une politique de soutien aux bureaucrates syndicaux "progressistes" genre Sadlowski ou Miller. Pour cela, il faut bien qu'il réduise sa défense des droits démocratiques des homosexuels à un niveau acceptable pour ces traîtres acquis au capital. On ne peut en effet pas se faire des amis parmi les bureaucrates, les féministes de droite et les libéraux si on ne sait pas prendre ses distances par rapport au mouvement homosexuel, mis à part les plus hautement "respectables".

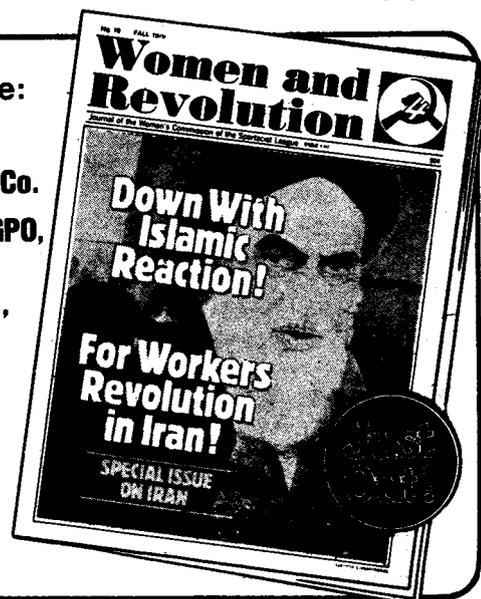
Pour la LCR, c'est l'éclat du front populaire qui est venu ternir l'attrait jadis exercé par les mouvements sectoralistes. Au fur et à mesure que la LCR voyait dans l'union de la gauche et dans les Carillo de ce monde les nouveaux espoirs de l'humanité, elle a abandonné ces mouvements petits-bourgeois pour se consacrer à une cour assidue aux réformistes. Ainsi, lors de la Fête de *Rouge* les 27 et 28 mai 1978, tribune offerte par la LCR aux eurocommunistes, les militantes de la LCR oubliaient leur féminisme radical de jadis qui se plaisait dans les actions petites-bourgeoises et craignait tant la "récupération" par les réformistes. Cette fois-ci, c'étaient des femmes des PC et des PS qui étaient invitées à la tribune, et on se louait de ces pressions salutaires qu'elles exerçaient sur les directions de leurs partis. C'était désormais à la composante féminine du front populaire d'assurer la libération des femmes. De la même manière, il leur paraît aujourd'hui bien plus intéressant de s'accrocher aux basques des eurocommunistes qu'à celles du faible mouvement homosexuel. Comme le dit P. Andréa, ils "hiérarchisent les choix". Leur capitulation devant l'anticommunisme social-démocrate les rapproche d'ailleurs de plus en plus des réformistes de l'Orga-

Suite page 11

Commande:

Spartacist
Publishing Co.
Box 1377 GPO,
New York,
N.Y. 10001,
USA

Prix: 3F.



Dès les premières semaines qui ont suivi la prise du pouvoir par Khomeiny, la main de fer de la réaction islamique s'est abattue sur les femmes, les nationalités opprimées et des fractions de la gauche en Iran. En mai et début juin, c'était au tour du Parti socialiste des travailleurs (HKS) section iranienne du Secrétariat unifié (SU) pseudo-trotskyiste. La tendance spartaciste internationale (TSI) luttait alors pour un large front unique de défense pour les membres du HKS en prison. Partout dans le monde, nous avons dénoncé le féroce anticommunisme des réactionnaires cléricaux bien avant qu'ils ne renversent effectivement le chah, et nous savions depuis longtemps que la vie des militants de gauche était en jeu.

Mais le SU a minimisé le danger que couraient ses propres camarades, les sacrifiant à une stratégie désastreuse de suivisme par rapport aux mullahs. Essentiellement, le SU a limité son travail de défense à des télégrammes proclamant sa loyauté à la "révo-

tablement petite. Quant à l'OCI, si elle avait donné un soutien formel à cette manifestation, elle brillait par son absence. On était loin de leur cortège enthousiaste à la manifestation du 6 juin pour la libération des dissidents tchèques, où ils avaient pu donner libre cours à leur capitulation devant l'opinion antisoviétique et la campagne des "droits de l'Homme" de l'impérialisme américain.

Lors du meeting de défense qui rassembla 5.000 personnes à la Mutualité le 25 juin, un message de la LTF fut lu à la tribune. Il disait :

"Que Khomeiny fasse exécuter les bourreaux du régime du chah, nous n'aurons qu'un seul regret, c'est qu'ils ne soient pas tombés aux mains d'une justice prolétarienne. Mais lorsque la réaction s'attaque à la gauche et au mouvement ouvrier, le devoir le plus élémentaire des communistes est la lutte pour la défense des militants en danger."

Et tandis qu'à la tribune Krivine chantait les louanges de la "révolution iranienne", le message de la LTF disait la vérité à propos de la "révolution" réactionnaire :

"Seule la tendance spartaciste internationale a lutté dès le début pour une alternative prolétarienne à l'opposition religieuse du super-monseigneur Lefebvre iranien, avançant le mot d'ordre 'A bas le chah ! A bas les mullahs !' et prédisant clairement ce que représenterait une victoire des mullahs. Tous les centristes qui avaient porté sur Khomeiny leurs espoirs étapistes nous ont traités de sectaires parce que nous expliquions que l'opposition religieuse au chah représentait un danger mortel pour la classe ouvrière iranienne."

Lorsqu'au mois d'août le procès des militants du HKS se termina par la condamnation de deux d'entre eux à l'emprisonnement à vie et des douze autres à la peine de mort, la LCR et l'OCI s'embarquèrent à la dernière minute dans une activité frénétique de "défense". Pourtant, alors que la terreur blanche des mullahs tuait des centaines de Kurdes et d'autres opposants au régime, les opportunistes refusèrent de rompre avec Khomeiny et menèrent leur "défense" sous le mot d'ordre de "défense de la révolution iranienne" ! De façon conséquente, la TSI avait appelé à un front unique de défense pour les militants de gauche emprisonnés ; cependant, ces manifestations du mois d'août étaient essentiellement une couverture de gauche pour la théocratie sanglante de Khomeiny. En plus, après deux semaines de manifestations, celles-ci ont brusquement cessé. Les opportunistes criminels de la LCR et de l'OCI avaient décidé que des télégrammes susciteraient moins le courroux de l'imam. L'OCI semble s'être satisfaite de l'annonce d'un nouveau procès pour les quatorze militants du HKS — après tout, elle n'avait exigé que leur vie sauve, pas leur libération. Il faut croire que ces super-démocrates sont prêts à accepter l'emprisonnement à vie !

Des mois de travail tenace de la LTF pour démasquer les prétentions de ces centristes et de ces réformistes au trotskysme, et pour apporter une perspective trotskyste aux étudiants iraniens de la Cité internationale et de l'Université de Villetaneuse, ont culminé dans le meeting du 14 septembre à l'AGECA. Ce meeting a tiré les leçons de la vague de répression qui sévit en Iran : Krivine, Mandel et Lambert portent la responsabilité d'avoir livré leurs propres camarades aux bourreaux de Khomeiny. Quand *Rouge* "découvre" aujourd'hui que la terreur blanche se déchaîne en Iran, c'est d'un cynisme sans bornes

Meeting de la LTF sur l'Iran:

Nous avons dit la vérité dès le début

lution iranienne", sabotant délibérément les protestations nécessaires pour sauver la vie des militants du HKS en danger. En dépit de leur semblant d'activisme, les faux trotskystes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) et de Lutte Ouvrière (LO) ont suivi le même chemin, celui du sabotage. Il n'y a qu'un nom pour cela : c'est un *crime*.

La Ligue trotskyste de France (LTF), section sympathisante de la tendance spartaciste internationale, a combattu cette adaptation lâche et défaitiste à Khomeiny. Le 14 juin, nous avons participé à une manifestation de défense appelée par la LCR. Nous n'exigeons pas seulement la libération des militants du HKS, mais aussi celle des guérillistes fedayin emprisonnés, ce que le SU s'est systématiquement gardé de faire. Les mots d'ordre de la LTF à cette manifestation soulevaient une perspective politique de lutte contre le régime islamique réactionnaire, demandant les droits démocratiques pour les femmes, le droit à l'autodétermination pour les nationalités opprimées, et appelant à un front unique de défense de toutes les organisations laïques, démocratiques, ouvrières et de gauche en Iran.

Déjà, la stratégie traîtresse des prétendus trotskystes sautait aux yeux : à cause d'un manque total de mobilisation, la manifestation du 14 juin était lamen-

— jamais Khomeiny n'a prétendu être autre chose qu'un fanatique musulman ! Cela n'a pas empêché tous les pseudo-trotskyistes en France de saluer la victoire des mullahs comme une victoire pour les ouvriers !

Pendant la discussion, des camarades de la LTF ont soulevé la question nationale en Iran aujourd'hui, que les tanks et les avions de Khomeiny ont rendu d'une actualité brûlante. Sans soutenir le nationalisme kurde et donc sans capituler devant les mullahs kurdes, nous donnons un soutien militaire inconditionnel à la lutte des Kurdes contre l'oppression grand-perse. A la différence du HKS, nous sommes pour le droit du peuple kurde à l'autodétermination, ce qui signifie simplement le droit d'avoir un territoire séparé s'il en décidait ainsi. D'autres interventions insistèrent sur l'importance de la question femme comme stratégique pour le prolétariat des pays économiquement arriérés, en soulignant que seule la TSI s'est fermement opposée au voile, symbole de l'assujettissement des femmes par l'islam, et attaquèrent le perpétuel suivisme du SU par rapport à des mouvements anti-ouvriers, qui l'a conduit récemment à saluer la Confédération de la Pologne indépendante, un parti qui comporte des éléments se déclarant explicitement en faveur de la restauration capitaliste.

Les pseudo-trotskyistes français n'ont rien appris en ce qui concerne leur capitulation devant Khomeiny. *Rouge* (21-27 juillet) publie sans commentaires une déclaration de deux militantes du HKS emprisonnées, dans laquelle elles renoncent à toute utilisation de la violence par le HKS face aux terribles attaques de la réaction islamique. Dans *Lutte de classe* du 9 septembre, LO se vautre dans le suivisme par rapport à

la conscience actuelle des masses iraniennes :

"(...) il faut se souvenir que la contestation de masse de la monarchie s'est faite aux cris de *Allah est le plus grand*. Et si ces faits témoignent des préjugés existants, on peut estimer que c'est aussi l'aspiration de la population pauvre à plus de dignité qui s'exprime ainsi (...)."

Après tout, il n'y avait que quelques petites-bourgeoises pour être révoltées par le port obligatoire du *chador*, n'est-ce-pas ?

Les réactions crapuleuses des lambertistes aux critiques des trotskystes de la LTF ont mis à nu le caractère frauduleux de leur pseudo-indignation devant ce qu'ils appellent la "contre-révolution" de Khomeiny. A l'Université de Villetaneuse, le 16 septembre, un membre de l'OCI a non seulement craché sur une militante de la LTF qui diffusait un tract attaquant l'opportunisme criminel de l'OCI, mais essaya d'arracher les tracts des mains de la camarade. Lorsque la LTF a pris à partie d'autres militants de l'OCI à la cafétéria de l'Université à propos de cet incident, ceux-ci ont approuvé l'action de leur camarade et révélé leur phallocratisme dégoûtant en traitant la camarade de " salope ". Avec ce mépris bien connu de ses militants pour les femmes, style mess des sous-officiers, il n'est pas étonnant que, dès le début, l'OCI n'ait pas eu grand mal à s'adapter au puritanisme islamique des mullahs. Par leur soutien criminel à Khomeiny, la LCR, l'OCI et LO se sont couverts du sang des milliers de victimes de l'imam. Ce sont la LTF et la tendance spartaciste internationale qui peuvent sans honte faire état de leur opposition intransigeante à la réaction islamique. ■

Combat Communiste compare l'Iran au Vietnam

Des événements clé comme la "révolution" iranienne révèlent implacablement la faillite de tous ceux qui sont incapables d'avancer un programme représentant les intérêts historiques de la classe ouvrière. Ainsi Combat Communiste, auquel son ouvriérisme et son "capitalisme d'Etat" purement impressionniste ont inspiré la perle que voici :

"(...) Quel que soit l'avenir prochain de l'Iran et même si les masses populaires se voient voler leur victoire, comme tout permet malheureusement de le penser en l'absence d'un parti révolutionnaire solidement implanté dans le prolétariat, le renversement d'une des plus sinistres dictatures du monde, symbole de torture, de misère et de corruption demeure un succès important. (...) Il constitue une nouvelle étape dans la remontée des luttes à l'échelle mondiale. Hier encore, en effet, les mouvements de guérillas paysannes et nationalistes comme au Vietnam tenaient le devant de la scène. Aujourd'hui ce sont les prolétaires ou les semi-prolétaires des centres urbains qui s'insurgent contre l'ordre impérialiste. Ce mouvement, en dépit de sa coloration religieuse, est d'une toute autre importance, car la bourgeoisie ne peut espérer contrôler et encadrer les classes exploitées des villes comme elle l'a fait avec succès dans les campagnes après les insurrections paysannes en Chine, au Vietnam."

— *Combat Communiste* n° 44, du 20 février au 20 mars

Pour Combat Communiste, les acquis historiques

du prolétariat sont lettre morte. La bourgeoisie a été expropriée au Vietnam et en Chine — mais pourvu que ce soient les masses urbaines qui crient "Allah est grand", Combat Communiste peut décréter que Khomeiny est historiquement préférable à Ho Chi Minh.

La position trotskyste de défense militaire inconditionnelle de l'URSS et des Etats ouvriers déformés dit clairement ce que nous défendons exactement (la propriété étatisée et l'économie planifiée) et contre qui nous menons une lutte intransigeante (la bureaucratie parasitaire, qui au Vietnam comme ailleurs est responsable du meurtre des trotskystes). Mais refuser de voir et de défendre les acquis historiques du prolétariat à cause de la nature répressive des régimes de ces pays, c'est se trouver en fin de compte dans un bloc avec les "champions des droits de l'Homme" de l'impérialisme, qui eux aussi préfèrent voir les masses dans les rues derrière un obscurantiste religieux comme Khomeiny plutôt que les partis communistes vietnamiens ou chinois au pouvoir. Comme l'a dit Trotsky en 1940 dans une polémique contre la fraction Shachtman-Burnham dans le Socialist Workers Party, qui voulait liquider la position trotskyste sur la question russe à la suite du pacte Hitler-Staline : "Celui qui ne sait pas défendre les vieilles conquêtes, n'en fera jamais de nouvelles."

La SYL démasque un professeur de révisionnisme

Mandel au pied du mur

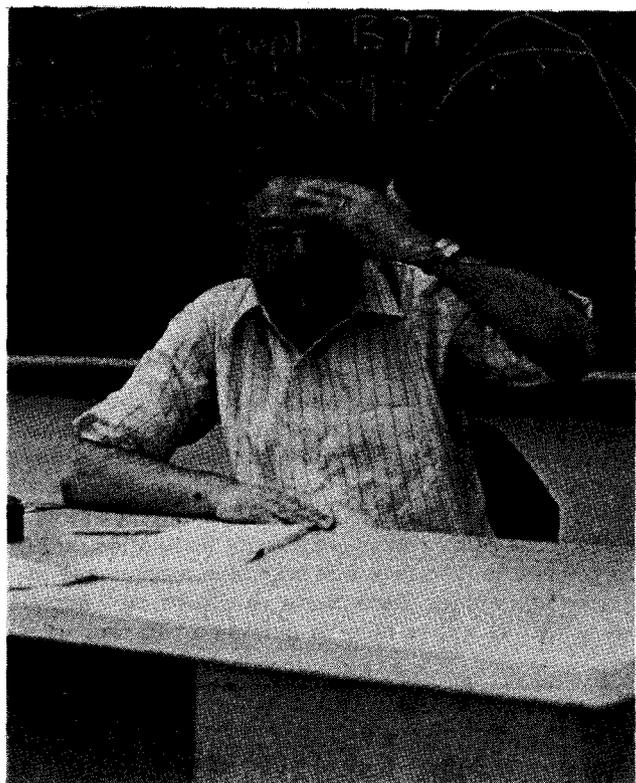
Cet été l'Université de Boston a pêché une vraie "superstar" pour son "Special Summer Session on Social Theory". Son conférencier sur la théorie de l'Etat n'était autre qu'Ernest Mandel, dirigeant du Secrétariat unifié (SU), venu donner un rapport sur les dernières tendances du marxisme académique. Pendant la discussion, des orateurs de la Spartacus Youth League (SYL), l'organisation de jeunesse de la section américaine de la tendance spartaciste internationale, ont coincé à plusieurs reprises le "professeur" sur les questions de la lutte des classes, allant du "busing" [ramassage scolaire à but d'intégration raciale] à Boston, à l'Iran de Khomeiny. A la fin, le cours de sociologie était devenu un vaste débat entre le marxisme authentique de la tendance spartaciste et le révisionnisme éclectique de Mandel.

Les riches écrits historiques et analytiques de Marx, Engels, Lénine et Trotsky sur l'Etat étaient le fruit d'un solide projet révolutionnaire — combattant l'anarchisme, réfutant le révisionnisme de Kautsky, dénonçant les trahisons staliniennes. Mandel, par contre, a ressorti les banalités prétentieuses du stalinien Althusser et du social-démocrate Poulantzas pour noyer les questions fondamentales dans un marais d'ambiguïté politique, destiné à couvrir les zigzags permanents de sa propre politique.

La seule fois où Mandel a mentionné la définition marxiste de l'Etat comme étant en dernière analyse des corps d'hommes armés, c'était pour remarquer qu'il y avait "une certaine sur-simplification, certainement, dans la fameuse formule d'Engels". Le tract distribué par la SYL à la première session du séminaire du 10 juillet posait la question de but en blanc. Il défiait Mandel de justifier l'appel de ses associés américains, le Socialist Workers Party (SWP) réformiste, au gouvernement US pour qu'il envoie les troupes fédérales "protéger" les écoliers noirs contre les racistes anti-"busing". La SYL expliqua que Mandel et le SWP se sont opposés à la position trotskyste de milices de défense ouvriers/Noirs, la qualifiant d'utopique.

Leçons du Chili

Dans l'un des séminaires, un orateur de la SYL citait le gouvernement d'Unité populaire au Chili qui a pavé la route au coup sanglant de 1973, comme un exemple des résultats tragiques d'une politique conseillant la confiance dans l'Etat bourgeois et ses forces armées "constitutionnalistes". La tendance spartaciste s'est opposée à l'Unité populaire en tant que coalition *bourgeoise*, en tant que front populaire-camisole de force pour les ouvriers chiliens, tandis que Mandel et ses acolytes répandaient des illusions sur l'Unité populaire parce qu'"elle proclamait son désir d'aller vers le socialisme".



Workers Vanguard

Professeur Mandel : « Bon, certains de nos camarades sont en prison — mais notre organisation est légale »

La réponse de Mandel fut d'affirmer que "les partis bourgeois ont joué un rôle très insignifiant et marginal" dans l'Unité populaire :

"Ce qui était décisif, c'est que les travailleurs n'étaient pas armés. (...) Vous pouvez discuter avec les travailleurs chiliens aujourd'hui, et vous ne trouverez pas un seul ouvrier parmi des centaines de milliers qui soulèvera la question des ministres radicaux dans ce gouvernement soi-disant de type front populaire."

Le professeur Mandel rejetait ainsi, de façon cavalière, tout ce que Trotsky a écrit sur le front populaire qu'il appelait "la question principale de stratégie de classe prolétarienne de notre époque".

La confrontation politique atteignit son sommet lors du discours du professeur Mandel le 25 juillet sur "l'état actuel de la lutte de classe en Europe". Lorsqu'un orateur spartaciste fit le lien entre la capitulation du Secrétariat unifié devant le front populaire au Chili et son soutien aux officiers populistes du Portugal, Mandel nous accusa de falsifier sa position, en tonnant avec colère : "Nous n'avons jamais nié que c'était [l'Unité populaire d'Allende] un front populaire, mais nous disions que *ce n'était pas important* !" (Qu'est-ce qui est pire, on se le demande?). Mais là le subtil professeur s'est piégé lui-même, car si en décembre 1971 le SU avait publié une déclai-

ration sur le Chili appelant l'Unité populaire un front populaire et s'opposant à tout soutien électoral, en octobre 1973 la résolution de la tendance majoritaire internationale de Mandel déniait que la coalition d'Allende était un front populaire.

Un autre camarade répondit à cette tentative de brouiller les cartes :

"Premièrement, tu nies que vous soutenez la collaboration de classe au Chili. Quelques petites questions historiques, alors. Est-ce que ton organisation a donné un soutien électoral à l'Unité populaire d'Allende ou pas ? Est-ce que ton organisation au Portugal, en automne 1975, a signé une déclaration commune de confiance au gouvernement du MFA ? Est-ce que ton organisation en France a donné un soutien électoral à l'Union de la gauche et attaqué de la droite le Parti communiste pour avoir rompu l'unité ?"

L'orateur conclut son attaque en disant qu'"un exemple plus énorme encore de collaboration de classe, tout récent", c'était le soutien du SU à la réaction islamique de Khomeiny.

Mandel se dévoile

A côté du Chili, l'Iran était le thème principal des débats entre Mandel et la SYL dans les séminaires. Les interventions de la SYL exposèrent en détail l'oppression des femmes, des homosexuels, des minorités nationales, de la classe ouvrière et de la gauche par l'ayatollah, et défièrent le professeur d'expliquer le soutien du SU à Khomeiny. Désinvolte, Mandel répliqua que l'"imam" est "un révolutionnaire bourgeois (...), ce qui signifie aussi un contre-révolutionnaire bourgeois, bien sûr."

Mais bien sûr. Tant que Khomeiny est populaire, Mandel et Cie sont tous pour lui. Et lorsqu'il com-

mence à imposer le voile aux femmes, à jeter les ouvriers en prison, comme la tendance spartaciste l'avait dit dès le début, alors Mandel dit aux masses que Khomeiny est peut-être bien un peu contre-révolutionnaire aussi. Les travailleurs iraniens pourraient aussi bien rester simplement plantés au coin d'une rue à Téhéran, à regarder qui leur tape dessus !

Le "marxiste" Mandel en vint même à s'incliner davantage devant Khomeiny, en disant aux étudiants dans son séminaire : "Si Salvador Allende avait seulement montré le cinquième de l'audace de celui-ci [Khomeiny] contre l'armée bourgeoise du Chili, vous auriez eu une révolution socialiste au Chili et pas une révolution bourgeoise. Bien sûr, c'était impossible". Que diriez-vous, professeur Mandel, d'un authentique parti léniniste qui aurait su lutter contre le front populaire, mobiliser la classe ouvrière indépendamment autour de ses intérêts historiques, au lieu de faire confiance aux mullahs "anti-impérialistes" ? S'il y avait eu cela, alors il y aurait eu une révolution socialiste.

C'est l'opportunisme le plus plat qui pousse Mandel à faire l'apologie de Khomeiny, à déclarer que l'Iran est une "démocratie bourgeoise partielle", à comparer Khomeiny tantôt à Danton, tantôt à Kérensky ; dans son discours du 25 juillet, il déclarait en effet : "Ce n'est pas Khomeiny que l'on soutient. On soutient le million de personnes dans les rues qui sont dirigées par Khomeiny."

Le mouvement est tout, le but n'est rien — nous avons déjà entendu cela quelque part. C'est Bernstein qui parle par la bouche de Mandel. Et au service de l'opportunisme — faisant l'apologie de Khomeiny parce que des millions l'acclament dans les rues de Téhéran — l'ayatollah du SU livre ses propres camarades au couperet du bourreau. ■

Homosexuels...

Suite de la page 7

nisation communiste internationaliste (OCI) dont on connaît bien le mépris profond pour les homosexuels et pour les femmes.

Le parti léniniste, tribun du peuple

Selon leurs intérêts du moment, la LCR et le SWP capitulent soit devant l'arriération de la classe ouvrière, soit devant le particularisme homosexuel. Seule la tendance spartaciste internationale (TSI) a toujours mis en avant, de façon conséquente, la nécessité que l'ensemble du mouvement ouvrier organisé défende les droits démocratiques de tous les opprimés. Les droits démocratiques sont indivisibles ; la tendance spartaciste s'est toujours fermement opposée au sectoralisme, proposant aux homosexuels l'alternative révolutionnaire pour combattre leur oppression : la construction du parti révolutionnaire. C'est sur la base de cette politique trotskyste que la TSI continuera à recruter des militants homosexuels reconnaissant l'impasse où les mène une politique basée sur le style de vie. En 1977, la Spartacist League/US a fusionné avec un groupe provenant de la gauche homosexuelle, le Red Flag Union (RFU) (voir *Spartacist*, édition française, n° 14, décembre 1977). Courtisé par le SWP et d'autres groupes qui essayaient de l'appâter sur la base de l'autonomie, ce groupe avait rompu avec ces conceptions particularistes pour rejoindre le

parti révolutionnaire dans son combat pour l'émancipation du prolétariat et de tous les opprimés. Cette fusion réaffirmait notre conception léniniste du parti comme étant le tribun du peuple :

"(...) que le social-démocrate ne doit pas avoir pour idéal le secrétaire de trade-union, mais le *tribun populaire* sachant réagir contre toute manifestation d'arbitraire et d'oppression, où qu'elle se produise, quelle que soit la classe ou la couche sociale qui ait à en souffrir, sachant généraliser tous ces faits pour en composer un tableau d'ensemble de la violence policière et de l'exploitation capitaliste, sachant profiter de la moindre occasion pour exposer devant tous ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à tous et à chacun la portée historique de la lutte émancipatrice du prolétariat."

— Que Faire?, Lénine

Journal de la Spartacist League/US

**WORKERS
VANGUARD**

Abonnement: 80F les 24 numéros
Spartacist Publishing Co. Box 1377 GPO,
New York, N.Y. 10001, USA

Boat people: la LCR voulait un pont aérien

L'exemple peut-être le plus bizarre, voire même grotesque de l'adaptation de la gauche au tollé anti-communiste sur les "boat people" vietnamiens est venu de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Ces partisans du Secrétariat unifié (SU) pseudo-trotskyiste veulent que Jimmy Carter organise un pont aérien massif pour les réfugiés, directement à partir d'Indochine.

Ce n'est pas une plaisanterie. La revendication que "Carter doit organiser un pont aérien!" est au centre d'un article de *Rouge* du 29 juin-5 juillet. Les impérialistes sont en train d'exploiter "une émotion populaire complètement justifiée", dit *Rouge* et, pour les contraindre, "nous devons dire à ces dirigeants impérialistes, qu'ils s'appellent Giscard, Carter, ou Schmidt : (...) Organisez le transport et l'accueil des réfugiés ! Mettez en fonctionnement des ponts aériens".

Bien sûr, *Rouge* s'en prend à l'hypocrisie de la rhétorique des "droits de l'Homme" de Carter. Hypocrite, elle l'est, certes, mais là n'est pas la vraie question. Comme nous l'avions dit dès le début, il s'agit d'une offensive de propagande anticommuniste qui a pour but de réarmer moralement l'impérialisme US pour une action contre l'URSS et ses alliés. Appeler Carter à mettre ses paroles en pratique, c'est encourager le gendarme mondial contre-

révolutionnaire numéro un à "sauver" le bloc soviétique pour le monde libre.

Et si Carter suivait le conseil de la LCR? Ces soi-disant marxistes ont-ils déjà oublié la cynique "Baby-lift Operation" d'il y a seulement 4 ans? Lorsque son régime corrompu de Saïgon était sur le point de tomber, ce même gouvernement US a kidnappé plusieurs milliers d'orphelins vietnamiens et les a transportés par avion loin des supposés ogres communistes. Aujourd'hui la LCR demande au successeur de Ford de répéter cet exploit, et elle pourrait bien l'obtenir. La Septième Flotte a déjà commencé à ramasser les "boat people" dans le sud de la mer de Chine, sur ordre du président.

Face à la campagne impérialiste antisoviétique des "droits de l'Homme" le SU a tourné le dos au devoir élémentaire trotskyiste de la défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers dégénéré et déformés. Sa section en Allemagne de l'Ouest demande d'une seule haleine le retrait des troupes de l'OTAN de l'Allemagne de l'Ouest et celles du Pacte de Varsovie de l'Allemagne de l'Est. Et au début de l'année le *Labour focus on Eastern Europe*, soutenu par le SU, a publié sans critique un appel au boycott impérialiste total de l'Union soviétique (il fallut une lettre de Tamara Deutscher pour les ramener à la raison).

Une nouvelle "Baby-lift Operation" pour les boat people? Non merci. Si on faisait plutôt un pont aérien pour ramener les criminels de guerre impérialistes comme Nixon, Kissinger, Thieu et Ky à Hanoï, afin qu'ils passent en procès devant un jury de ceux qu'ils ont essayé de "ramener à l'âge de pierre à force de bombes." Il conviendrait certainement que l'ancien faucon du Vietnam, Jimmy Carter, qui aujourd'hui clame si haut son "humanitarisme", soit du voyage.

D'après Workers Vanguard n° 237

Iran...

Suite de la page 16

ainsi que leurs camarades du HKS iranien (Parti socialiste des travailleurs) ont dissimulé à chaque étape le caractère réactionnaire du régime islamique intégriste de Khomeiny. Aujourd'hui, le HKS fait l'expérience de la "victoire" qu'il applaudissait encore il n'y a que six mois, à présent qu'ainsi que d'autres groupes de gauche et laïques, il a vu ses locaux être saccagés et fermés, sa presse interdite, ses membre battus, emprisonnés et menacés d'être exécutés.

En dépit du fait que la brutale répression islamique contre la gauche, les femmes, les minorités nationales et les homosexuels ait commencé dès le premier jour du régime des mullahs, le "Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale" (bien mal nommé), dont la LCR est la section française et auquel le SWP et le HKS sont "fraternellement" affiliés, a caractérisé les ayatollahs comme "progressistes" et "anti-impérialistes". Même les attaques de Khomeiny contre leurs camarades du HKS ne suscitèrent qu'une réponse amorphe. La seule chose que le SWP, par exemple, a entreprise avec énergie, c'est d'exclure les spartacistes de la défense des socialistes iraniens menacés. Ce n'est que maintenant, alors qu'il est finalement devenu clair pour ces suivistes invétérés aveuglés par leur opportunisme qu'ils peuvent en fait avoir à payer pour leur trahison, que le SU s'est finalement réveillé et com-

mence à crier dans les pages de sa presse: "Halte à l'exécution des socialistes en Iran!".

A la bonne vieille façon réformiste, ils essayent d'effacer leurs traces en jouant sur la menace suspendue au-dessus des militants du HKS arrêtés. Les stalinienens utilisèrent le même stratagème à la suite du coup d'Etat de Pinochet de 1973, lorsqu'ils tentèrent de centrer les protestations sur la libération du dirigeant communiste Corvalan. La TSI, qui a défendu Corvalan, a également mis l'accent sur le fait que l'appel du PC chilien à faire confiance au corps des officiers "constitutionnalistes" avait frayé la voie à la contre-révolution sanglante. Aujourd'hui encore, nous accusons. La vérité, la voici: *Leurs camarades ne sont pas simplement des martyrs — ce sont les victimes sacrifiées du soutien apporté par le SU et l'OCI à Khomeiny.*

Mais ces gentlemen-socialistes n'aiment pas parler de responsabilité quand il s'agit de crimes. Parlant récemment aux Etats-Unis, le dirigeant du SU, Ernest Mandel, réagit avec indignation aux accusations de nos camarades que lui et son organisation avaient trahi la classe ouvrière en soutenant le front-populisme au Chili, au Portugal et ailleurs:

"Je ne vois aucune lutte des ouvriers trahie par l'organisation que je représente. (...) Le mot 'trahison' est tout à fait hors de propos. (...) Vous pouvez dire qu'il y a eu une politique fautive, ou une erreur politique. Mais parler de trahisons — vous ne pouvez pas [nous] mettre dans la même catégorie [que] des gens qui sont responsable de la mort de centaines de milliers et de millions de travailleurs."

Pour des socialistes académiques comme Mandel, les mots sont sans conséquences. Que le SU ait appelé la jeunesse latino-américaine à aller dans les sierras pour suivre la stratégie banqueroutière de guérilla de Guevara, que le SWP ait soutenu la mobilisation contre-révolutionnaire dont les socialistes portugais financés par la CIA étaient le fer de lance — peu importe, ce n'étaient que des "erreurs politiques"

Non, c'est une *trahison* — une trahison du prolétariat, du marxisme, de tous ceux qui suivent votre avis. Et c'est cela qui s'est produit en Iran. C'est vrai, ni le SU ni l'OCI n'ont suffisamment de poids pour "conduire des centaines de milliers et des millions de travailleurs à la mort" — mais 14 de leurs propres partisans du HKS iranien, au moins, risquent d'être détenus à vie ou de se retrouver devant le peloton d'exécution, emprisonnés par le régime dont la victoire fut saluée par ces suivistes qui se prétendent trotskystes.

SU, OCI, HKS — Ernest Mandel, Jack Barnes, Alain Krivine, Pierre Lambert et les autres : vous avez commis un crime pour lequel le tribunal de l'histoire vous tiendra responsables. Il vous faudra vivre avec cela, puisque vos propres camarades peuvent bien en mourir.

Camouflage

Après avoir oeuvré pendant des mois pour dissimuler le caractère réactionnaire du régime islamique de Khomeiny, le SU essaye maintenant désespérément de changer sa ligne sans que personne ne s'en aperçoive. Aujourd'hui *Socialist Challenge* (30 août), journal de l'International Marxist Group britannique (IMG), proclame noir sur blanc en dernière page : "Terreur blanche en Iran", et annonce que "Khomeiny est devenu le chah d'Iran". Sur la façon dont ce régime réactionnaire en est venu à remplacer le régime "progressiste" de Khomeiny qu'il applaudissait hier encore, l'IMG néglige de nous informer. De même, *Rouge* du 24-30 août va jusqu'à parler d'un "coup de force" de Khomeiny. Contre lui-même ?

Même le SWP américain entame à présent un mouvement, bien que plus lent, pour se dissocier de l'ayatollah sanguinaire. Aujourd'hui il écrit :

"Les coups de Khomeiny contre les masses laborieuses iraniennes — qui visent à protéger les gains mal acquis des propriétaires fonciers et des capitalistes — le conduisent en direction de la subordination à l'impérialisme US, en dépit de l'attitude anti-impérialiste qu'il a essayé d'adopter jusqu'à présent."

— *Militant*, 7 septembre

Mais ce sont les pseudo-trotskyistes qui ont été les meilleurs agents publicitaires de l'ayatollah. L'OCI a qualifié Khomeiny d'"élément centralisateur de l'activité révolutionnaire des masses" (*Informations Ouvrières* n° 884, 24-31 janvier) et déclaré qu'"en Iran, c'est bien de la révolution prolétarienne qu'il s'agit, fût-elle drapée dans les voiles de la religion" (*Informations Ouvrières* n° 903, 6-13 juin). La LCR a expliqué que "le retour de faveur de l'Islam en Iran (...) est aussi un signe d'identité nationale et culturelle face à l'impérialisme" (*Rouge* n° 858, 15-22 mars). Quant au SWP américain, il écrivait il y a un an : "Bien que Khomeiny souscrive à une idéologie religieuse, la base de son pouvoir d'attraction n'est pas la réaction religieuse. Au contraire, il a gagné un large soutien parmi les masses iraniennes parce que

sa ferme opposition au chah et à sa 'modernisation' est progressiste" (*Militant*, 17 novembre 1978).

Les centristes et les réformistes sont si bien à l'abri dans leur cocon d'illusions démocratiques bourgeoises qu'ils ne reconnaissent pas l'importance brûlante de la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans les pays arriérés. L'idéologie religieuse de Khomeiny, c'est son programme politique : c'est-à-dire une théocratie musulmane intégriste basée sur le chauvinisme grand-perse et le code moral des bédouins du désert.

Quand la TSI dit la vérité sur ce que signifierait la victoire de la révolution islamique et lança le mot d'ordre "A bas le chah ! A bas les mullahs !" les pseudo-trotskyistes prétendirent que nous étions "aveuglés par le sectarisme" et "chauvins". Mais les véritables chauvins, ce sont ceux qui ont refusé de remplir



leur devoir internationaliste et de mettre en garde les masses laborieuses iraniennes que la "révolution islamique" de Khomeiny ne se révélerait pas plus progressiste que la "révolution blanche" du chah. Pour bien des sections des opprimés (les femmes, les minorités religieuses), elle s'est déjà montrée plus répressive. Même leurs propres publications ont dû le reconnaître.

Un récent numéro d'*Intercontinental Press* (10 septembre) contient la traduction d'un rapport fait par un avocat algérien bien connu, qui a rendu visite aux prisonniers détenus à la prison de Kharoun au Khouzistan, où vit la minorité arabe de l'Iran. Selon le rapport, les prisonniers arabes expliquent :

"(...) que la révolution iranienne n'a signifié aucun changement en ce qui les concerne. Pour eux, les exactions de l'ancien régime basé sur les souverains féodaux locaux se poursuivent, les opprimant à la fois économiquement et socialement. Les mêmes souve-

rains féodaux sont aujourd'hui alliés avec les représentants officiels du nouveau régime, créant une continuité de la répression."

Où donc est la "victoire" pour la minorité arabe du Khouzistan, opportunistes criminels du SU ?

Le crétinisme parlementaire théocratique

Le HKS a essayé de se faire reconnaître comme une opposition social-démocrate loyale à la dictature des mullahs en se présentant aux élections du mois d'août pour l'Assemblée des Experts. Mais dans une théocratie, la social-démocratie ne paie pas, même pour des opportunistes à la vue courte et à l'esprit étroit. Selon la déclaration électorale dans le dernier numéro de *Kargar* (L'Ouvrier), journal du HKS iranien, sorti avant son interdiction et daté du 8 août :

"D'ici trois jours vont se tenir les élections pour l'Assemblée des Experts. Cette instance doit ratifier une nouvelle constitution pour l'Iran. (...) Cette constitution doit défendre les acquis de la révolution et les étendre. (...) La nouvelle constitution doit préparer la voie pour établir un tel gouvernement de la majorité opprimée."

En fait, l'Assemblée des Experts était soumise au pseudo-référendum de Khomeiny pour un République islamique, qui excluait explicitement une Assemblée constituante. L'Assemblée des Experts ne peut qu'amender le projet de constitution de Khomeiny en conformité avec l'institutionnalisation de la République islamique et l'hégémonie sociale et politique des mullahs. L'Assemblée des Experts n'était pas davantage une Assemblée constituante que ne l'est le collège des cardinaux. Elle ne fut pas "élue" plus démocratiquement que cet appendice de la papauté.

Vu qu'il était prédéterminé que le résultat serait une dictature cléricale chi'ite, de nombreux partis politiques appartenant à des groupes laïques et à des minorités ont boycotté les élections, y compris tous les partis arabes. Même le principal parti libéral bourgeois, le Front national démocratique, a refusé de participer en "protestation contre le manque d'attention porté par le régime révolutionnaire aux droits de l'Homme les plus élémentaires". Au Kurdistan iranien, moins de 10 % des électeurs ont participé au vote. Ainsi le HKS a donné le spectacle grotesque de prétendus "trotskystes" se présentant pour un siège à l'Assemblée des Experts aux côtés de mul-

lahs en train de discuter si telle ou telle clause était en conformité avec le Coran.

Le numéro du 10 septembre d'*Intercontinental Press* cite de longs passages du dernier numéro de *Kargar* s'enthousiasmant sur la participation du HKS aux élections des "experts" musulmans. Mais il passe sous silence un article dans le même numéro de *Kargar*, intitulé "Dernière minute avant publication", et qui dit : "Il y a des discussions très importantes dans le parti pour savoir s'il faut boycotter les élections à l'Assemblée des Experts ou y participer". A ce qu'il paraît, la participation à l'élection de l'"Assemblée" croupion de la République islamique était si peu ra-goûtante que même une partie significative du HKS à la traîne des mullahs a rechigné. L'article de *Kargar* rapporte : "Comme on le sait bien, trois de nos 18 candidats ont boycotté les élections". Les camarades français du HKS, l'OCI et la LCR, ne devaient pas non plus être bien fiers de cette participation, puisqu'ils n'ont pas mentionné dans leur presse cet exploit de leurs homologues iraniens. Sur la question de l'attitude à prendre dans ces élections, ils s'en sont tenus à un agnosticisme embarrassé.

Les fruits de la trahison

Pour camoufler le régime réactionnaire de Khomeiny et sa propre histoire au sujet de Khomeiny, c'est le SWP qui a été forcé de recourir au mensonge délibéré. Un exemple de ces absurdités calomnieuses qui se sont mises à remplir tant de page du *Militant* au sujet de la "secte insignifiante" de la Spartacist League (SL), section américaine de la TSI, est extrait du numéro du 6 juillet et s'intitule : "Echec aux tentatives des spartacistes de saboter la défense". Selon l'article, nos camarades ont été exclus d'un piquet de protestation contre l'emprisonnement des militants du HKS parce qu'ils avaient des "panneaux provocateurs". A l'aide de citations tronquées, le SWP déforme les mots d'ordre inscrits sur les panneaux : "Renversez la réaction islamique" et "A bas Khomeiny", au lieu de "Pour la révolution prolétarienne pour renverser la réaction islamique" et "A bas Khomeiny, pour la révolution prolétarienne".

D'après le SWP, ces mots d'ordre "font clairement écho à la propagande impérialiste contre les travailleurs et les paysans iraniens" — ce dont on ne peut que conclure que le SWP croit que l'administration Carter appelle à une révolution prolétarienne en Iran. L'article déclare que la SL "fut informée par les organisateurs du piquet que la protestation n'était pas ouverte aux adversaires de la révolution iranienne" — autrement dit de la "révolution islamique" de Khomeiny. Selon la méthodologie du SWP, pour pouvoir "défendre" les militants du HKS emprisonnés, il faut simultanément défendre leurs tortionnaires, leurs geôliers et leurs bourreaux potentiels — ou du moins ne pas les attaquer ouvertement !

Le reste du soi-disant Secrétariat unifié n'a guère fait mieux. Dans une chaude discussion avec des partisans de la SL et de son organisation de jeunesse, la Spartacus Youth League, à l'Université de Boston le 17 juillet, Mandel a défendu le titre du SWP "Victoire en Iran !" en déclarant :

"Bien, certains de nos camarades sont en prison — mais notre organisation est légale. Notre journal est légal ; il est vendu à des dizaines de milliers d'exemplaires comme tous les autres journaux de gauche en Iran. Etaient-ils légaux sous le chah ? (...) Ainsi, ce que vous avez, c'est un pas d'une dictature réaction-

MEETING DE LA LTF

Le Nicaragua et le SU

Vendredi 26 octobre 1979 à 20h.
à l'AGECA 177 rue de Charonne
75020 Paris M^e Alexandre Dumas

SUPPLEMENT AU BOLCHEVIK

Non à la junte sandiniste bourgeoise!

Prix: 1F. Correspondance:

Le Bolchévik BP 421 09
75424 Paris Cédex 09

naire qui était bourgeoise vers ce que vous pourriez appeler une démocratie bourgeoise partielle. (...) Nous avons dit que c'était le commencement du processus de la révolution permanente."

— *Workers Vanguard* n° 237, 3 août

Un mois plus tard, le HKS était illégal ainsi que toutes les autres organisations de gauche et laïques, sa presse était interdite, ses dirigeants emprisonnés. Est-ce cela que vous appelez l'étape suivante du "processus de la révolution permanente", professeur Mandel ?

Le secrétaire national de l'IMG britannique favorable à Mandel, Brian Grogan, fut si bouleversé par le "processus de la révolution permanente" quand il était à Téhéran qu'il s'est joint aux cortèges de femmes recouvertes du *chador* et d'hommes portant des icônes de Khomeiny et s'est mis à scander "Allah akbar" (Dieu est grand). Lors d'une récente manifestation contre la terreur de Khomeiny devant l'ambassade

juillet), et n'a alors envoyé qu'une poignée de militants à cette protestation.

Selon les apparences, la "défense" par le SU et l'OCI de leurs camarades pourrait sembler sectaire et défaitiste — si l'on suppose que leur préoccupation était de défendre les militants de gauche emprisonnés. Mais c'est tout juste s'ils ont défendu du bout des lèvres les fedayin, qui irritent bien davantage le régime de Khomeiny, lorsque ceux-ci ont été attaqués. Quand les choses sont devenues brûlantes, le HKS a aussi abandonné la revendication du droit à l'autodétermination pour les Kurdes. Non, leur but central est de défendre Khomeiny. Et ce n'est pas eux qui ont payé le prix ultime de leur trahison — *pour le moment* — mais les masses opprimées d'Iran. Mais maintenant, ils appellent à la rescousse.

L'automne dernier, quand l'opposition dirigée par les mullahs se renforçait, la TSI a lancé l'avertissement que le clergé musulman était tout aussi réactionnaire que le chah sanguinaire. Mais lorsque nous avons dit "A bas le chah ! A bas les mullahs !", la LCR et l'OCI nous ont répondu que c'était de la propagande impérialiste, que nous faisons l'apologie du chah. En février, quand nous avons dit "Les mullahs ont gagné", le SWP a proclamé "Victoire en Iran" et a dénoncé la position de la TSI comme "contre-révolutionnaire". Nous avons dit que "vos camarades peuvent mourir, mais vous soutenez Khomeiny", et le SWP a exclu nos camarades de piquets "privés" qui défendaient le HKS, refusant de se joindre à quiconque ne jure pas fidélité à l'"imam". Vous vous êtes prosternés devant Khomeiny, et pendant que vous étiez à genoux, le bourreau est arrivé et se trouve maintenant sur le point de vous trancher la tête. Alors à présent, vous voudriez qu'on compatisse à votre situation critique.

Tous ceux qui se préoccupent des droits démocratiques doivent exiger la libération des partisans kurdes emprisonnés, des travailleurs arabes du pétrole, des membres du HKS et des autres militants de gauche, et de toutes les victimes de la terreur réactionnaire de Khomeiny. Mais la classe ouvrière ne doit jamais oublier ces gens soi-disant de gauche qui ont prétendu que Khomeiny était une alternative "progressiste" au chah, ces gens qui ont espéré accéder à la popularité ou au pouvoir en s'accrochant aux basques de la révolution islamique. Ils sont couverts de sang.

Même Staline a critiqué Tchang Kaï-chek après le massacre de Changai. En découvrant soudainement que Khomeiny n'est pas si progressiste que ça après tout, le SU a surpassé Staline lui-même en hypocrisie. Tchang Kaï-chek prétendait être un nationaliste révolutionnaire et un ami de la Révolution russe quand il recherchait le soutien de Staline. Mais Khomeiny a déclaré dès le début qu'il était un intégriste musulman réactionnaire et un chauvin grand-persé qui cherchait à écraser les "communistes sataniques". L'opportunisme criminel du SU et de l'OCI sur l'Iran ne peut être enterré sous ses critiques actuelles (toujours bien hésitantes — ainsi l'OCI "défend" le HKS au nom de la défense de la révolution iranienne !) ni sous ses appels à la solidarité internationale pour leurs propres camarades en Iran, qui sont victimes tout autant de leur ligne misérable que de la terreur capitaliste. La renaissance de la Quatrième Internationale dépend de ce que cette trahison et ses conséquences soient marquées au fer rouge dans la mémoire collective du mouvement marxiste.

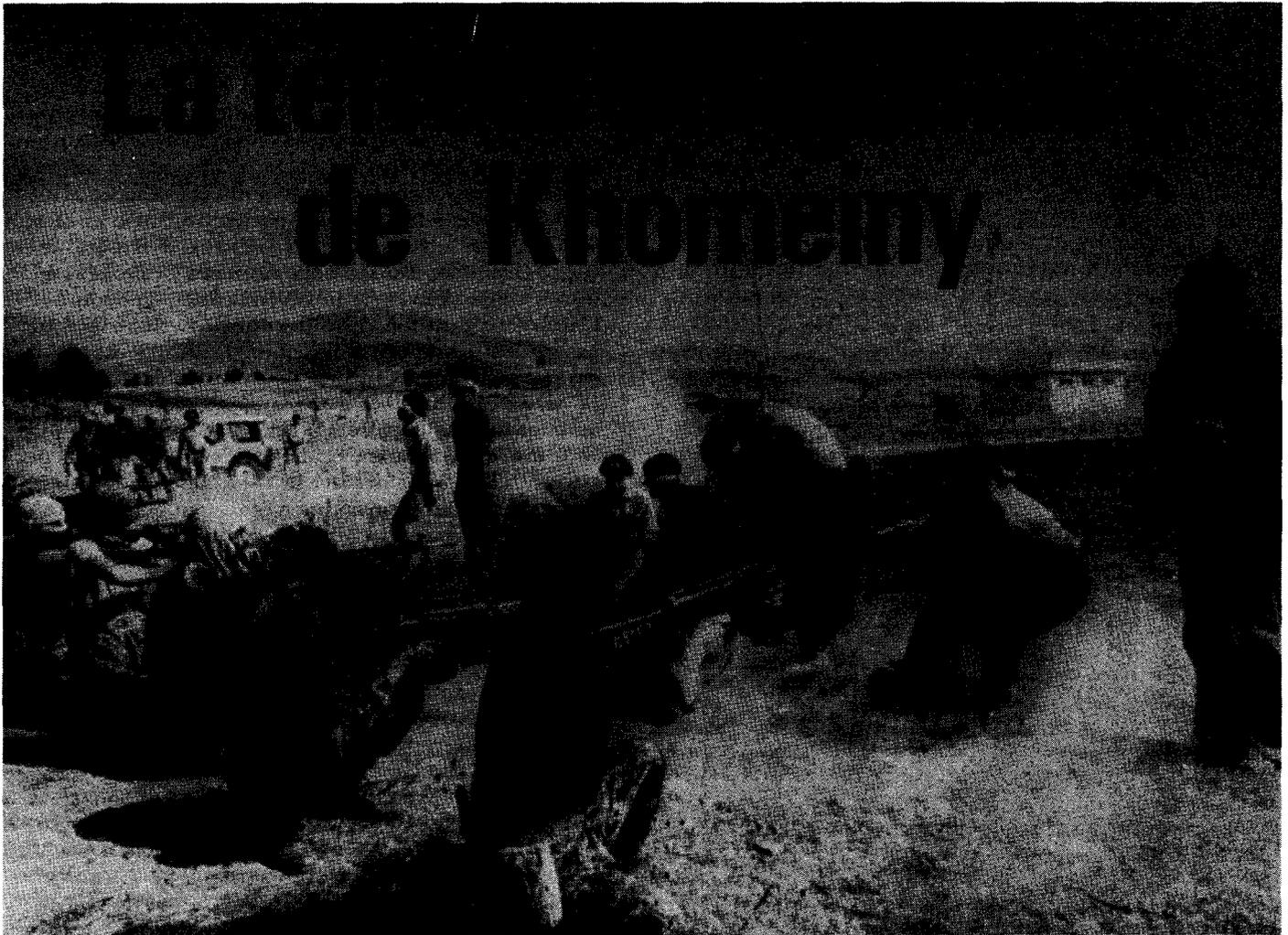
D'après *Workers Vanguard* n° 239



Spartacist Britain

Piquet de la Spartacist League/Britain à la manifestation du 1er septembre 1979 à Londres

d'Iran à Londres, appelée par une association d'étudiants kurdes et soutenue par l'IMG, l'action écoeuvrante de Grogan n'a pas été oubliée. Au moment où les militants de l'IMG présents — une petite fraction de leurs militants locaux, en plein milieu de ce qui était présumé être une "campagne d'urgence" du SU — se sont retrouvés à ses côtés, le cortège de la Spartacist League/Britain (SL/B) fort de 50 participants s'est mis à scander : "Grogan croit-il toujours que Dieu est grand ?". Un autre mot d'ordre de la SL/B était : "Vous trouviez Khomeiny chouette l'an dernier, maintenant il est bien tard pour changer". Le mot d'ordre central inscrit sur les panneaux disait : "La ligne de l'IMG et du SU tue les Arabes, les Kurdes, les militants de gauche". Il y avait d'autres mots d'ordre qui comprenaient : "Vous vous réjouissiez de Khomeiny, vous ne vous réjouissez plus à présent", "Libérez les militants du HKS et les fedayin", et "La révolution de Khomeiny signifie le massacre des Kurdes". A plusieurs reprises, quand les étudiants kurdes et la SL/B scandaient ensemble "A bas le nouveau chah !" et "A bas Khomeiny, pour la révolution prolétarienne !", l'IMG tenta de couvrir leurs voix avec des mots d'ordre qui n'attaquaient pas l'ayatollah. Non seulement ces soi-disant trotskystes refusent de dénoncer directement le règne des mullahs, mais ils ont saboté la défense de leur propres camarades emprisonnés en Iran. L'IMG a attendu un mois pour appeler à sa première manifestation de défense (le 7



Massacre des Kurdes : LCR-OCI-SWP ont leur part de responsabilité

AFF

Le suivisme criminel du SU et de l'OCI: l'histoire prend sa revanche

Ils se sont prosternés devant leurs bourreaux.

Lorsque l'ayatollah Khomeiny parvint au pouvoir à la suite de la chute du chah sanguinaire, l'Organisation communiste internationaliste (OCI) mit en exergue un titre applaudissant cet événement en première page de son journal, un titre qui sera immortalisé dans les annales de la trahison de classe : "IRAN : UNE NOUVELLE PHASE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE COMMENCE" ; le Socialist Workers Party américain (SWP) rivalisa d'abjection en claironnant "VICTOIRE EN IRAN" sur toute la première page du *Militant* (23 février). *C'est la victoire de qui, maintenant ?*

Chaque jour depuis la chute du trône, les événements en Iran sont venus confirmer ce qu'étaient les bénéfices de cette "victoire" : la répression sau-

vage des minorités, l'exécution des grévistes, des homosexuels, des époux adultères et d'autres accusés de "crimes contre Dieu" ; la lapidation des femmes non voilées, la suppression de tous les partis et de la presse d'opposition. Le massacre actuel de centaines de Kurdes dans le nord-ouest de l'Iran n'est que la plus récente des mesures de répression prises par la théocratie chi'ite dans la consolidation de sa victoire. Parmi la gauche, la tendance spartaciste internationale (TSI) fut seule à dire la vérité qui s'est trouvée confirmée jour après jour dans la "République islamique" : la victoire des mullahs signifiait un régime tout aussi réactionnaire que celui du chah. A l'inverse, le soi-disant Secrétariat unifié (SU) de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et du SWP, l'OCI,

Suite page 12

Directeur de publication : J. Lécuyer / correspondance : Le Bolchévik - B.P. 421 09 - 75424 Paris cedex 09

Commission paritaire n° 59 267

LA COOPÉRATIVE ANEMES